



Lionel Jospin hier matin après son intervention à La Rochelle, en clôture de l'université d'été du PS. La consigne avait été passée aux militants: pas de «Jospin président», c'est trop tôt.

Gauche et droite prennent le départ de la présidentielle

Lionel Jospin dans les mots du candidat

À l'université d'été du PS, hier, le Premier ministre a lancé ce qui ressemble à un slogan: «Une nouvelle France».

La Rochelle envoyés précieux

Il avait rejoint l'île de Ré dès vendredi après-midi, tel le cadre moyen prenant sa demi-journée de «RTT». Samedi, il a travaillé à son discours dans sa nouvelle résidence secondaire, avant de rejoindre, le soir, ses camarades socialistes réunis à La Rochelle pour leur université d'été. La consigne avait été passée aux jeunes socialistes: pas de «Jospin président», c'est trop tôt.

Mais, hier, dans une intervention de près d'une heure, celui qui se veut simple chef de gouvernement au travail a imperceptiblement changé de registre. Pour la première fois, il a laissé entrevoir ce que sera son discours de candidat. Il a même, en conclusion, dévoilé ce qui ressemble à un slogan pour affiches de quatre mètres sur trois: «Une nouvelle France». **Impatience.** «C'est la cinquième fois que je prononce, comme

Premier ministre, le discours de clôture de l'université d'été du Parti socialiste. C'est aussi la dernière», a-t-il commencé, et l'on pouvait sentir, dans ce constat, du soulagement et de l'impatience du combat à venir. «Nul ne peut douter que, le moment venu, nous serons prêts et que le Parti socialiste saura montrer sa force, sa maîtrise et son imagination», a-t-il aussitôt ajouté, en sortant de son discours écrit. A l'évidence,

c'était de lui qu'il parlait – lui qui est déjà prêt, lui qui saura montrer «sa force». ... Ce que l'ancien rival, Laurent Fabius, a traduit, résumant le sentiment général: «Nous ne savons pas qui sera le candidat, mais nous savons qu'il est excellent.»

Un peu de chaleur. Parce qu'il ne faut pas aller trop vite à la castagne, Jospin a, une fois de plus, détaillé son bilan. Il s'est efforcé, au fil des sujets, d'avoir un petit mot pour chacune des

nombreuses familles de la gauche. Pour les chevènementistes, il a rappelé son attachement à «l'identité» et à la «culture» française. A l'adresse de la gauche critique et antimondialisation, il a stigmatisé «l'hypercapitalisme», ajoutant: «Ne sommes-nous pas le gouvernement le plus à gauche de toute l'Europe?» Et a ponctué le tout d'une profession de foi pour ses ouailles: «Nous sommes restés fidèles à notre identité socialiste.»

Mais, tout au long de ce discours, le Premier ministre a semé quelques cailloux, annonceurs d'une campagne qu'il entend faire monter en puissance progressivement. Ainsi, comme pour répondre à ceux qui le trouvent trop froid ou rationnel, il s'est efforcé de glisser un peu de chaleur: si les 35 heures ont servi à lutter contre le chômage, elles offrent aussi à chacun «du temps pour les amis, du temps pour ...»

●●● *l'engagement, du temps pour soi, pour se cultiver, pour aimer*. De même s'est-il montré particulièrement fier de l'action entreprise en faveur des femmes – égalité professionnelle, IVG, parité: «*Nous avons débloqué la société française.*» Il est également sorti du quasi-silence qu'il s'était imposé sur le Proche-Orient depuis son «caillassage» par les étudiants palestiniens à Bir Zeit, en février 2000: «*On ne pourra pas rester les bras croisés si Palestiniens et Israéliens se précipitent vers le gouffre, entraînant avec eux toute la région.*» Naturellement, c'est lorsqu'il a parlé de la droite que cette esquisse d'un Jospin nouveau, d'un Jospin candidat en gestation, a pris forme le plus nettement. Avec délectation et une certaine cruauté, il s'est moqué des premiers ministrables de l'opposition, Alain Juppé, Nicolas Sarkozy, Philippe Douste-Blazy ou François Bayrou, au fil d'une longue improvisation: «*On me dit qu'ils se disputent déjà ma place à Matignon... Je voudrais leur dire que c'est dur, qu'on y travaille beaucoup, en tout cas, moi, j'y travaille beaucoup... Je voudrais leur dire aussi que c'est un lieu où doit s'exercer le service des autres plutôt que de penser à se servir soi-même... Surtout, je voudrais leur rappeler qu'on ne se nomme pas à Matignon. C'est le peuple qui décide et, aujourd'hui, honnêtement, c'est loin d'être fait.*» Il a encore accusé «les plus hauts responsables de la droite» de «démagogie» et d'«incohérence», une droite pour laquelle, faisant fi des bilans, «il suffirait de voltiger d'engagements oubliés en promesses renouvelées».

Taper sur Chirac. Il y a longtemps que Lionel Jospin ne s'était pas laissé aller à cogner ainsi sur l'opposition. Il recommencera, crescendo, au fil des semaines qui viennent. Tout en épargnant, pour le moment, Jacques Chirac. Attaquer le chef de l'Etat reste le rôle de François Hollande, numéro un du PS, qui a brocardé hier ce «*responsable de rien, même pas de lui-même. Candidat à tout, candidat tout le temps, candidat toujours, c'est sa nature, son tempérament, sa vocation, son existence, son métier*». Taper sur Chirac, c'est aussi la mission des ministres, qui ont reçu consigne de répondre «*au coup par coup*» (dixit Elisabeth Guigou, ministre de l'Emploi), «*à chaque connerie*» (selon Alain Richard, ministre de la Défense), aux attaques de l'Élysée. Bref, hier à La Rochelle, les socialistes se sont échauffés. Et à l'issue du discours du Premier ministre, la sono a recommencé à diffuser le dernier Manu Chao, clin d'œil musical à la gauche radicale qui pourrait bien devenir le tube des meetings du candidat Jospin ●

ERIC AESCHIMANN

●: RENAUD DELY

Panique socialiste sur l'insécurité

Le PS craint que ce thème cher à la droite lui coûte les élections.

La Rochelle envoyés spéciaux

«**L**a France a peur», prophétisait Jacques Chirac le 14 Juillet. A commencer par les socialistes, réunis en université d'été. A les observer, ils craignent que la «déferlante de l'insécurité» brandie par le chef de l'Etat les engloutisse. Pour la troisième année consécutive, après la cagnotte et le pouvoir d'achat, c'est lui qui impose son thème de rentrée au PS. Pendant trois jours, les socialistes se sont convaincus que cette question déterminera leur sort électoral l'année prochaine. Car «il y a des millions de voix en jeu», selon le ministre de la Défense, Alain Richard. «Si nous n'avons pas de résultat sur la sécurité, les Français nous zapperont l'année prochaine comme ils ont zappé d'autres gouvernements sur le chômage», résumait le président de la région Ile-de-France, Jean-Paul Huchon. Un parallèle repris par Lionel Jospin en clôture: «Nous avons fortement réduit le chômage sans démanteler la protection sociale. Je suis convaincu que nous pourrions faire reculer l'insécurité sans renoncer à la liberté.»

L'inquiétude socialiste a souvent laissé libre cours à une certaine «fébrilité», reconnaît le ministre de l'Intérieur, Daniel Vaillant, qui a vite quitté La Rochelle pour aller à Béziers où le chargé de la sécurité du maire DL venait d'être assassiné (lire page 13). Trauma-

tisés par leurs échecs municipaux, ballottés au fil des pièges déposés par la droite à coups d'amendement sur les raves ou d'arrêtés municipaux instaurant le couvre-feu pour les mineurs, nombre d'élus ont sombré dans la surenchère. Provoquant un rappel à l'ordre du patron du PS, François Hollande: «Les dérives sécuritaires dont la droite s'est fait une spécialité n'appellent pas de notre part la moindre imitation ou pire encore la moindre course démagogique. A ce

*«Tant qu'on continuera à dire que les délinquants sont des malheureux, on est mal barrés.»
Alain Richard*

n'est ni de droite ni de gauche, c'est une valeur républicaine.» Le ministre a transmis cet été une note à Lionel Jospin esquissant deux pistes de travail: transmettre aux maires le suivi des sanctions de substitution à la prison, et évaluer l'application de la loi sur la présomption d'innocence contestée par certains élus socialistes. Maignon envisage aussi de convoquer un Conseil de sécurité intérieure, même si Daniel Vaillant s'interroge encore sur son

jeu-là, nous sommes sûrs de perdre.» Même Daniel Vaillant a dû suggérer un peu plus de modération: «Nous n'avons pas intérêt à ce que l'insécurité vienne au centre du débat politique comme le souhaiterait la droite. La sécurité

contenu. Il devra être musclé pour apaiser les angoisses socialistes exprimées à La Rochelle. Le ministre de la Ville, Claude Bartolone, a par exemple fustigé «les petits malfrats qui roulent en Mercedes». Jean-Paul Huchon a réclamé «des juges qui appliquent le droit» et «ne découragent pas les policiers». Réjoui du «virage de Jospin», Alain Richard prônait, lui, un «discours fort sur la responsabilité: Tant qu'on continuera à dire que les délinquants sont des malheureux, que ce n'est pas de leur faute, on est mal barré...». Même «fermeté extrême» du ministre des Finances, Laurent Fabius.

Autant d'actes de foi qui ont fait craindre à son collègue chargé de la Fonction publique, Michel Sapin, une opposition entre le zèle sécuritaire des «nouveaux convertis» et la générosité «laxiste» d'antan. Rares étaient pourtant ceux qui osaient encore résister aux assauts de la «gauche barbelés» fustigée par Martine Aubry. Le président de l'Assemblée nationale, Raymond Forni, s'y est essayé: «Gardons une certaine dignité au débat politique. Sans être angéliques, ne courons surtout pas derrière la droite qui agite la peur et le mensonge!» Avant de s'interroger: «Doit-on aller à une campagne électorale en se laissant entraîner systématiquement sur une ligne imposée par nos adversaires?» ●

E.A. et R.D.